



Le « RussiaGate », un coup d'État en douce

Par [Robert Parry](#)

Mondialisation.ca, 18 mai 2017

consortiumnews.com 13 mai 2017

Région : [États-Unis](#), [Russie](#) et [CEI](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

L'hystérie qui entoure le RussiaGate a pris de l'ampleur après que le président Trump a renvoyé le directeur du FBI, Comey, mais la grande question est de savoir si un « coup d'État en douce » est en train de se dérouler ou pas aux États-Unis, rapporte Robert Parry.

Où est Stanley Kubrick quand on a besoin de lui ? S'il n'était pas mort en 1999, il serait un parfait réalisateur pour transformer l'hystérie contemporaine à propos de la Russie en un théâtre de l'absurde reprenant son classique de la guerre froide, *Dr Strangelove - Dr Folamour* -, une satire très moqueuse sur la folie du nucléaire et la non moins folle idéologie qui la sous tend.

Pour alimenter mon point de vue, le *Washington Post* a publié jeudi une [longue histoire](#) intitulée « *Attention, un russe dans la Maison Blanche* », article portant sur un photographe russe autorisé à entrer dans le bureau ovale pour photographier la réunion entre le président Trump et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

Le *Post* a cité les plaintes d'anciens responsables du renseignement américains qui ont présenté la présence du photographe russe comme « *une éventuelle violation du système de sécurité* » en raison du « *danger qu'un dispositif d'écoute ou tout autre équipement de surveillance ait pu être amené dans le bureau ovale, caché dans les appareils photos ou un autre appareil électronique* ».

Pour accentuer plus encore la tension, le *Washington Post* a cité un commentaire Twitter du dernier directeur adjoint du président Obama, David S. Cohen, déclarant « *Non, ce n'était pas* » une bonne décision d'admettre le photographe russe qui travaille également pour l'agence de presse russe *Tass*, celle qui a publié la fameuse photo.

On imagine très bien Boris et Natacha [*affublés, comme par hasard, de prénoms russes, NdT*], les méchants espions du dessin animé *Bullwinkle*, déguisés en photographes et glissant des micros entre les coussins des canapés.

Ou on entend très bien comment les Russes menacent de nouveau « *de souiller tous nos fluides corporels précieux* », comme le Dr. Folamour, le général Jack D. Ripper, nous en prévenait dans le film de 1964.

Revoir cette brillante tragi-comédie pourrait être une bonne idée pour nous rappeler comment les Américains peuvent devenir fous quand ils sont inondés de propagande anti russe, comme c'est de nouveau le cas maintenant.

Abattre Trump

Je me suis rendu compte que beaucoup de démocrates, de libéraux et de progressistes détestent tellement Donald Trump qu'ils pensent que tous les prétextes sont bons pour le faire tomber, même si cela profite aux néoconservateurs et autres va-t-en-guerre. Beaucoup de ceux qui détestent Trump considèrent le *RussiaGate* comme le moyen le plus susceptible d'arriver à destituer Trump, donc cette fin souhaitable justifie, pour eux, tous les moyens.

Certaines personnes m'ont même dit qu'elles pensaient vraiment qu'il incombait aux médias de masse, aux forces de l'ordre, aux renseignements, et aux membres du Congrès de s'engager dans un « *coup en douce* » contre Trump, également connu sous le nom de « *coup constitutionnel* » ou « [coup par l'État profond](#) », tout ceci pour le « *bien du pays* ».

L'argument est qu'il incombe parfois à ces institutions de « *corriger* » une erreur commise par les électeurs américains, dans notre cas, l'élection d'un individu largement non qualifié en tant que président du pays. Certains militants anti Trump considèrent qu'il est de la responsabilité des journalistes « *responsables* », des fonctionnaires du gouvernement et d'autres personnes de jouer ce rôle de « *gardien* », de ne pas simplement « *résister* » à Trump [ou juste le surveiller, NdT], mais de carrément le destituer.

Il y a des contre-arguments évidents à ce point de vue, en particulier qu'il transforme la démocratie américaine en une caricature d'elle-même. Il impose également aux journalistes de violer la responsabilité éthique qui leur demande de faire des rapports objectifs, de ne pas prendre parti dans les disputes politiques.

Mais le *New York Times* et le *Washington Post*, en particulier, ont clairement indiqué qu'ils considèrent Trump comme un danger visible et immédiat pour le système américain et ont donc mis de côté toute obligation de neutralité.

Le *Times* justifie son hostilité ouverte envers le président par l'alibi qu'il est de son devoir de protéger « *la vérité* »; le *Washington Post* a adopté un slogan visant Trump, « *La démocratie se meurt dans l'obscurité* ». En d'autres termes, les deux journaux politiques états-uniens les plus influents poussent effectivement à un « *coup en douce* » sous le prétexte de défendre la « *démocratie* » et la « *vérité* ».

Mais le problème évident avec ce « *coup en douce* » est que le processus démocratique états-unien, aussi imparfait qu'il l'a été et l'est encore, a maintenu l'unité de ce pays diversifié depuis 1788, à l'exception notable de la guerre civile.

Si les Américains pensent que les élites de Washington cherchent à faire tomber un président élu - même un clown comme Donald Trump - cela pourrait déchirer le tissu de l'unité nationale, qui subit déjà une tension extraordinaire due au clivage politique.

Cela signifie que ce « *coup en douce* » doit prendre l'apparence d'une enquête sérieuse sur quelque chose de grave pour justifier la destitution du président, celle-ci pouvant être accompli par le Congrès, sa démission forcée ou l'application du vingt-cinquième amendement qui permet au vice-président et à la majorité du Cabinet ministériel de juger un président comme étant incapable d'assumer ses fonctions (bien que cela puisse exiger les deux tiers des voix des deux chambres du Congrès si le président combat la manœuvre).

Un gros « *scandale* »

C'est là que le *RussiaGate* entre en scène. L'allégation vaseuse selon laquelle Trump et/ou ses conseillers étaient en une sorte de collusion avec les responsables du renseignement

russe pour biaiser les élections présidentielles de 2016, fournirait probablement une accusation suffisamment extrême pour justifier la destitution d'un président.

Et, compte tenu de la détermination de nombreux personnages clés de l'establishment pour se débarrasser de Trump, il n'est pas surprenant que personne ne se soucie du fait [qu'aucune preuve réelle](#) et certifiée n'ait été révélée publiquement pour étayer les allégations du RussiaGate.

Il n'existe même pas de preuves publiques données par les agences gouvernementales américaines selon lesquelles la Russie s'est « *mêlée* » des élections de 2016 ou – même si la Russie a transmis les courriels du parti Démocrate à WikiLeaks – il n'y a aucune preuve que la magouille résulterait d'une collusion avec Trump ou son équipe de campagne.

Le FBI enquête sur ces soupçons depuis au moins neuf mois, s'assurant même un mandat contre Carter Page dans le cadre de la loi sur la Surveillance des renseignements étrangers, un Américain que Trump a brièvement employé comme conseiller en matière de politique étrangère, lorsqu'il était critiqué pour n'avoir aucun conseiller dans ce domaine.

L'une des infractions présumées de Page est d'avoir prononcé un discours, dans le cadre d'une conférence académique à Moscou en juillet 2016, qui était légèrement critique à l'égard de la manière dont les États-Unis traitaient des pays de l'ex-Union soviétique. Il a également vécu en Russie et a rencontré un diplomate russe qui – sans que Page ne le sache – avait été identifié par le gouvernement américain comme un agent des renseignements russes.

Il semble que ce soit suffisant, en ces jours [de nouveau McCarthysme](#), pour qu'un américain fasse l'objet d'une puissante enquête de contre renseignement.

Le FBI et le ministère de la Justice auraient également inclus dans le cadre de l'enquête du *RussiaGate*, la stupide plaisanterie faite par Trump pendant sa campagne, demandant aux Russes d'aider à trouver les dizaines de milliers de courriels qu'Hillary Clinton a effacés du serveur qu'elle utilisait en tant que secrétaire d'État.

Le 27 juillet 2016, Trump a déclaré en plaisantant : « *Je vais vous dire, Russie : si vous écoutez, j'espère que vous pourrez trouver les 30 000 courriels manquants.* »

Le commentaire correspond bien au sens de l'humour noir, provocateur et souvent de mauvais goût de Trump, mais a été saisi au passage par les démocrates comme s'il s'agissait d'une suggestion sérieuse – comme si quelqu'un utiliserait une conférence de presse pour exhorter sérieusement à quelque chose comme ça. Mais il semble que le FBI en soit au point de saisir tout grain qui puisse alimenter son moulin.

Le Guardian [a rapporté](#) cette semaine que « les responsables du Department Of Justice [Doj] ont refusé de publier les documents [au sujet du commentaire de Trump] au motif que cette divulgation pourrait 'interférer avec l'enquête' ». Dans [une déposition](#) à la cour fédérale de Washington DC, le Doj déclare qu'« en raison de l'existence d'une enquête active et en cours, le FBI prévoit qu'il ... gardera tous les enregistrements sous clé ».

« La déclaration suggère que le commentaire provocateur de Trump de juillet dernier est considéré par [le FBI](#) comme pertinent pour sa propre enquête en cours. »

Les accusations du *New York Times*

Vendredi, dans la foulée du renvoi du directeur du FBI, James Comey, par Trump et de la remarque faite par le Président disant que le RussiaGate est « *un vrai canular* », le *New York Times* a réédité ce qu'il appelle « *la connexion Trump-Russie* » dans un [éditorial de première page](#) pour essayer de mettre quelques flammes derrière l'écran de fumée.

Bien que le *Times* reconnaisse qu'il y a « *beaucoup d'inconnues* » dans le RussiaGate et qu'il semble ne pas avoir trouvé la moindre preuve de collusion, ce journal considère néanmoins qu'un grand nombre de conseillers de Trump et de membres de sa famille sont des traîtres parce qu'ils ont eu quelques relations avec des responsables russes, des entreprises russes ou des partenaires russes.

A propos de Carter Page, le *Times* écrit : « *Les responsables américains pensent que M. Page, conseiller en politique étrangère, a eu des contacts avec des responsables du renseignement russe durant la campagne. Il a également prononcé un discours pro-russe à Moscou en juillet 2016. M. Page était auparavant employé par le bureau Merrill Lynch de Moscou, où il a travaillé avec Gazprom, une énorme entreprise publique.* »

Vous voudrez peut-être laisser tomber certains de ces mots, en particulier la partie sur Page « *tenant un discours pro-russe à Moscou* », qui a été cité comme l'une des principales raisons pour lesquelles Page et ses communications ont été ciblées en vertu d'un mandat FISA.

J'ai pris la peine de lire le discours de Page et l'appeler « *pro-russe* » est une exagération énorme. Il s'agissait d'un exposé largement académique qui critiquait le traitement par l'Occident, après la guerre froide, des nations formant l'ancienne Union soviétique, et qui disait que la course effrénée vers un système libéral a entraîné des conséquences négatives, comme la propagation de la corruption.

Et même si le discours était « *pro-Russie* », *The New York Times* ne respecte-t-il pas la notion profonde de liberté d'expression américaine ? Apparemment non. Si vos mots soigneusement choisis peuvent être déformés en quelque chose de « *pro-Russie* », le *Times* semble penser qu'il est normal que l'Agence nationale de sécurité [la NSA] espionne vos téléphones et lise vos courriels.

Le cas ukrainien

Une autre cible du *Times* est le conseiller politique vétérinaire, Paul Manafort, accusé de travailler comme « *consultant pour un parti politique pro-russe en Ukraine et pour l'ancien président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, qui était soutenu par le Kremlin* ».

Ce que le *Times* oublie, c'est que ce parti politique ukrainien, qui avait un fort soutien des Ukrainiens d'ethnie russe, et pas seulement de la Russie, a participé à un processus démocratique et que Ianoukovitch a remporté une élection reconnue par les observateurs internationaux comme libre et équitable.

Ianoukovitch a ensuite été évincé en février 2014 par un violent putsch qui a été soutenu par la secrétaire d'État états-unienne, Victoria Nuland, et l'ambassadeur Geoffrey Pyatt. Le putsch, qui a été exécuté par des nationalistes de droite et même des néonazis, a provoqué la guerre civile ukrainienne et la sécession de la Crimée, des événements clés dans l'escalade de la nouvelle guerre froide d'aujourd'hui, entre l'OTAN et la Russie.

Même si je ne suis pas fan des mercenaires politiques américains vendant leurs services pour des élections étrangères, il n'y avait rien d'illégal ou même d'inhabituel à ce que Manafort conseille un parti politique ukrainien. Ce qui, sans doute, était beaucoup plus offensant, était le soutien des États-Unis à ce coup d'État anticonstitutionnel qui a renversé Ianoukovitch, même après qu'il avait accepté un plan européen pour les élections anticipées qui permettait de le renvoyer de la présidence de façon pacifique.

Mais le *Times*, le *Post* et pratiquement tous les médias traditionnels occidentaux ont soutenu les putschistes ukrainiens et ont applaudi au renversement de Ianoukovitch. Cette attitude est devenue un tel préjugé collectif que le *Times* a [même banni l'idée](#) qu'il y aurait eu un coup d'État.

Pourtant, le plus grand problème politique auquel sont confrontés les États-Unis est que les néoconservateurs et leurs partenaires juniors, les libéraux interventionnistes, contrôlent maintenant presque tous les leviers de la politique étrangère américaine. Cela signifie qu'ils peuvent essentiellement dicter comment les événements mondiaux seront perçus par la plupart des Américains.

Les néocons et les faucons libéraux veulent également poursuivre leurs guerres ouvertes au Moyen-Orient [en organisant l'engagement](#) d'autres forces militaires américaines en Afghanistan, en Irak et en Syrie - et peut-être même ouvrir une nouvelle confrontation avec l'Iran.

Dès le début du deuxième mandat d'Obama, il est apparu clairement aux néocons que la Russie devenait le principal obstacle à leurs plans parce que le président Barack Obama travaillait en étroite collaboration avec le président Vladimir Poutine sur une variété de projets qui ont sapé les espoirs de guerre totale des néocons.

En particulier, Poutine a aidé Obama à obtenir un accord pour que la Syrie abandonne ses stocks d'armes chimiques en 2013 et faire en sorte que l'Iran accepte des contraintes sévères à son programme nucléaire en 2014. Dans les deux cas, les néocons et leurs acolytes libéraux voulaient la guerre.

Immédiatement après l'accord sur les armes chimiques de Syrie, en septembre 2013, les néoconservateurs américains ont commencé à se concentrer sur l'Ukraine, que le président de la Fondation nationale pour la démocratie, Carl Gershman, [considère comme](#) « le grand prix » et un premier pas vers l'éviction de Poutine.

Gershman, de la NED [*National Endowment for Democracy*] a intensifié ses opérations en Ukraine, tandis que la secrétaire adjointe Nuland, la femme de l'archi néocon Robert Kagan, a commencé à faire pression pour un changement de régime à Kiev (avec d'autres néocons, y compris le sénateur John McCain).

Le coup d'État de l'Ukraine en 2014 a enfoncé un coin géopolitique entre Obama et Poutine, puisque le président russe ne pouvait pas ne rien faire alors qu'un régime fortement anti-russe prenait violemment le pouvoir en Ukraine, pays qui est le chemin habituel utilisé pour les invasions de la Russie et qui, en plus, abrite la flotte russe de la mer Noire à Sébastopol en Crimée.

Plutôt que de défendre la précieuse coopération fournie par Poutine, Obama est entré dans le flot politique et s'est joint au *Russia-bashing* tandis que les néocons levaient leurs armes

et mettaient [Poutine dans le viseur](#).

Un obstacle inattendu

Puis, pour les néo-conservateurs, 2016 fut l'année de l'attente enthousiaste d'une présidence d'Hillary Clinton afin de donner plus d'élan à cette coûteuse nouvelle guerre froide. Mais Trump, qui avait plaidé pour une nouvelle détente avec la Russie, a réussi à remporter la victoire au Collège électoral.

Trump aurait peut être pu dissoudre une partie de l'hostilité à son égard, mais sa personnalité narcissique l'a empêché de tendre un rameau d'olivier aux dizaines de millions d'Américains qui se sont opposés à lui. Il a en outre démontré son incompetence politique en gaspillant ses premiers jours à la présidence à faire des déclarations ridicules au sujet de la taille de la foule à son inauguration et à contester le fait qu'il avait perdu le vote populaire.

Le large dégoût public provoqué par son comportement a contribué à pousser de nombreux Américains à « résister » à sa présidence, à toutes les occasions et à tout prix.

Cependant, en plus des risques pour la stabilité américaine d'un « *coup en douce* » perpétré par l'establishment, il y a le danger supplémentaire de provoquer des tensions si élevées avec la Russie, une puissance nucléaire, que cette poussée prenne forme d'elle-même, avec sans doute beaucoup, beaucoup de morts en conséquence.

C'est pourquoi l'Amérique pourrait maintenant avoir besoin d'une satire grinçante de cette russophobie contemporaine ou au moins une réédition du classique de la guerre froide, « *Dr. Folamour* », sous-titré « *Comment j'ai appris à cesser de m'inquiéter et à aimer la bombe* ».

Robert Parry

Article original en anglais :



[The 'Soft Coup' of Russia-gate](#), Consortium News, 13 mai 2017

Traduit par Wayan pour [le Saker Francophone](#)

La source originale de cet article est [consortiumnews.com](#)

Copyright © [Robert Parry](#), [consortiumnews.com](#), 2017

Articles Par : **[Robert Parry](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca